

Bonnets rouges : des dérives autonomistes derrière les revendications sociales

LE MONDE | 13.11.2013 à 19h45 • Mis à jour le 15.11.2013 à 10h55 | Françoise Morvan (Ecrivaine, traductrice et spécialiste du folklore breton)



Les "bonnets rouges" veulent maintenir la pression sur le gouvernement et ont déjà prévu une nouvelle manifestation pour le 30 novembre. Les "bonnets rouges" veulent maintenir la pression sur le gouvernement et ont déjà prévu une nouvelle manifestation pour le 30 novembre. AP/David Vincent

Des Bretons affublés de bonnets rouges défilant sous une marée de drapeaux noir et blanc : l'image a fait le tour de la planète. Les ouvriers bretons licenciés défilent à l'appel des patrons bretons sous un même drapeau, le drapeau breton. Le drapeau breton montre que les Bretons sont tous unis pour mener le même combat séculaire : les bons Bretons sont en révolte contre la France. Ils veulent leur liberté, la « *liberté armorique* » revendiquée au XVII^e siècle lors de la révolte dite des « bonnets rouges » (qui, en fait, étaient aussi bien bleus).

Pour les patrons de l'agroalimentaire qui appellent à manifester, la liberté a un sens bien précis. Pour les élus à l'origine de cette énorme opération de propagande, il a un sens non moins précis. Ce qui les rassemble se résume en un mot : autonomie.

Les premiers sont fédérés en un lobby qui réclame le droit d'en finir avec la République et ses lois contraignantes : c'est ce qui s'appelle en attendant mieux « *droit à l'expérimentation* ». Les seconds appuient ce projet en vue de faire de la Bretagne une nation tenant sa place dans une Europe des peuples et ethnies solidaires.

A la tête des premiers, Alain Glon, ex-président de l'entreprise Glon-Sanders et président de l'Institut de Locarn. A la tête des seconds, Christian Troadec, maire de Carhaix, fondateur du parti autonomiste Nous te ferons Bretagne, soutenu par le Parti breton, indépendantiste, relais de l'idéologie de Locarn.

UNE STRATÉGIE DE L'ENTRISME

Electoralement, ils ne représentent rien (aux élections régionales, la liste de Troadec n'a pas obtenu 5 % des voix). Politiquement, ils mènent le jeu face à un pouvoir incapable de leur tenir tête, faute d'avoir su faire pièce, dès l'origine, à une stratégie de l'entrisme menée depuis tous les points d'accès possible : gauche ou droite, écologie ou développement sans contrôle de l'agroalimentaire, appels aux droits de l'homme pour défendre l'homme breton exclusivement, apologie de la Résistance bretonne et assimilation de la Résistance au combat breton mené par les nationalistes alliés aux nazis, et, pour finir, appel des ouvriers à défiler au nom de la Bretagne derrière les patrons qui les licencient.

Les ouvriers défilent : la démonstration est faite, ils sont bretons. Leur identité les amène à se révolter : ils se mettent des bonnets rouges sur la tête. Ils se révoltent au nom de leur nation niée, le drapeau le prouve : ils brandissent des drapeaux noir et blanc.

Personne ne rappelle que le sinistre drapeau noir et blanc a été inventé par un druide raciste comme symbole antirépublicain, à partir d'hermines représentant les évêchés de la Bretagne féodale, la Bretagne d'avant la Révolution française tant honnie par les autonomistes dont il était l'un des chefs. Personne ne rappelle que la sanglante jacquerie dite des « bonnets rouges » était dirigée contre la noblesse et le clergé bretons autant et plus que contre les fermiers du roi.

Et surtout, personne ne se demande qui sont ces patrons qui sonnent le tocsin contre l'écotaxe et distribuent des bonnets au peuple pour l'enrôler dans une croisade identitaire. Produit en Bretagne (300 entreprises, un phare bleu sur fond jaune garantissant la qualité du « made in Breizh »), bon label, bons patrons – ils font plier Paris : c'est une victoire.

Seuls sont interrogés à ce sujet les autonomistes, Alain Glon, pour l'Institut de Locarn, Jakez Bernard, pour Produit en Bretagne, Romain Pasquier, Ronan Le Coadic, Christian Troadec... La « misère armorique » fait le beurre du séparatisme.

LA PREMIÈRE D'UNE LONGUE SÉRIE

Présentée comme née spontanément d'une révolte atavique des Bretons contre l'impôt, écotaxe ou gabelle, cette opération médiatique a été soigneusement orchestrée et d'ailleurs présentée dès l'origine comme la première d'une longue série. On ne peut la comprendre qu'en la prenant pour ce qu'elle est, à savoir une phase particulièrement voyante de la réalisation du projet politique poursuivi par le lobby patronal breton.

Voilà quelques années, tenter d'expliquer le rôle du Club des Trente ou de l'Institut de Locarn dans la dérive identitaire à laquelle on assiste en Bretagne vous exposait à vous faire accuser de conspirationnisme. L'un des premiers soutiens de l'Institut, Patrick Le Lay, jurait ne pas le connaître. De même, des responsables de Produit en Bretagne assuraient n'avoir aucun lien avec Locarn.

Les statuts de ces associations ont pourtant été déposés à la sous-préfecture de Guingamp : l'association Institut de Locarn, culture et stratégies internationales a été déclarée le 5 avril 1991 ; Produit en Bretagne le 9 février 1995, bizarrement, à première vue, précédée, le 2 juin 1993, par une Association Coudenhove-Kalergi-Aristide-Briand ayant, elle aussi, son siège à l'Institut de Locarn.

Le comte de Coudenhove-Kalergi est le fondateur de l'Union paneuropéenne, dont les principes fondamentaux peuvent être lus en ligne : « *L'Union paneuropéenne reconnaît l'autodétermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique et politique.* » « *Le christianisme est l'âme de l'Europe. Notre engagement est marqué par la conception chrétienne des droits de l'homme et des principes d'un véritable ordre juridique.* »

L'ÉTAT-NATION DOIT DISPARAÎTRE

Le projet de l'Institut de Locarn a été exposé par son fondateur, Joseph Le Bihan, en 1993, sous le titre « Genèse de l'Europe unifiée dans le nouveau monde du XXI^e siècle » : la France n'a plus d'avenir ; l'Etat-nation doit disparaître ; il faut liquider l'éducation nationale, les services publics et surtout les services culturels, en finir avec l'héritage de la Révolution française, syndicalisme, laïcité, et autre boulets : « *Nous allons réintégrer cette Europe de la civilisation et de la propreté qui existe déjà en Allemagne, en Suisse et dans certains pays nordiques.* »

Le plus beau jour de l'histoire de l'Institut, d'après son fondateur, a été, en juin 2006, le jour où le président du conseil régional socialiste, Jean-Yves Le Drian, est venu y présenter son projet pour la région. Depuis, la messe est dite et la collusion sans mystère. Nul espoir que la gauche s'oppose au projet obscurantiste de Locarn – dont les Bretons ne voudraient pourtant pas s'ils étaient consultés.

Le discours ethniciste des élus socialistes qui ont fait entrer les autonomistes de l'UDB au conseil régional s'inscrit dans la droite ligne de celui des patrons bretons et la labellisation de la Bretagne sur base identitaire semble irrémédiable.

Alain Glon, lors de l'université d'été de Locarn, déclarait : « *Notre problème, c'est la France* » et donnait pour modèle l'action des Flamands susceptible de faire éclater la Belgique en ethnorégions.

C'est dans ce contexte qu'Alain Glon et Jakez Bernard, encore eux, ont lancé cette année à Pontivy « *l'appel breton du 18 juin* » pour une « *gouvernance économique régionale* » et « *le droit à l'expérimentation* ». Fondant par la même occasion un nouveau lobby, le Comité de convergence des intérêts bretons (CCIB) avec pour mot d'ordre « *Décider, travailler et vivre au pays* » (le mot d'ordre de Troadec ralliant les bonnets rouges), ils ont clamé : « *L'heure des méthodes douces est révolue. Pour obtenir des réponses concrètes et immédiates, il va falloir livrer bataille.* » La première

bataille à livrer était la lutte contre l'écotaxe.

L'écotaxe a bien servi. Sous bonnet d'acrylique fabriqué en Ecosse, les bons Bretons sont venus fournir les troupes. On les faisait danser en chapeaux ronds, ils défilèrent en bonnets rouges. Le lobby breton a gagné : la guerre ne fait que commencer.

est l'auteur du (Actes Sud/Babel, 2005)